

<http://la-sociale.online/spip.php?article185>

# Après la victoire de Bolsonaro

- International -

Publication date: mardi 30 octobre 2018

---

**Copyright © La Sociale - Tous droits réservés**

---

La victoire de Bolsonaro au Brésil, après celle de Trump aux USA ou de Duterte aux Philippines, ajoutée aux succès des soi-disant populismes en Europe ((Lega en Italie, montée de l'AFD en Allemagne, victoires de Orbán en Hongrie ou du PIS en Pologne, et bien d'autres encore), tout cela produit des « analyses » générales à longueur de journaux. Nous avons droit à la poussée des populistes nationalistes triomphants, l'ombre noire de l'extrême-droite qui s'étend sur le monde, et ainsi de suite.

Ces généralisations sont à la fois désespérantes et désarmantes. Je prends un seul exemple : le Brésil et l'Italie. Certes Salvini (comme le Pen) soutient Bolsonaro. Mais Bolsonaro est à cent lieues de la politique et des objectifs de la Lega salviniste. Il n'est pas du tout opposé au libéralisme économique. Au contraire c'est un ultra-libéral, hostile à l'intervention de l'État, sous toutes ses formes et il devrait considérer la politique soutenue par Salvini comme du pur communisme ! Bolsonaro est soutenu par les USA. Il veut sortir le Brésil des BRICS qui pourraient apparaître comme une alternative face aux privilèges du dollar sur le marché mondial et il ne vise qu'à remettre le capitalisme brésilien dans subordination à l'égard du capital américain. Il n'est donc ni protectionniste ni souverainiste, à la différence des « populistes » européens. Des différences aussi importantes sont éliminées chez nos commentateurs attirés au profit de généralisations creuses.

On me dira : soit, mais tous ces gens sont des ennemis de la démocratie, donc ce sont bien tous des fascistes. Là encore on évacue tout ce qui fait la réalité de la vie politique. À ma connaissance, ni l'AFD, ni la Lega, ni les partis « populistes d'extrême-droite » européens qui gouvernent parfois avec des partis « de gauche » (comme en Slovaquie) ou plus simplement libéraux (comme au Danemark ou en Autriche) ne sont pas des ennemis de la démocratie. Ils ne remettent en cause ni le pluralisme, ni la séparation des pouvoirs, ni les libertés publiques fondamentales. C'est déjà moins vrai des dirigeants hongrois ou polonais qui taillent à la serpe dans « l'État de droit ». Mais ni la Pologne du PIS ni la Hongrie ne sont des dictatures fascistes ou alors les mots n'ont plus aucun sens. Si le respect strict de la démocratie est le seul critère, il faudra compléter la liste des régimes rappelant « les heures sombres de notre histoire » : par exemple la Chine, la Corée du Nord, Cuba, le Venezuela, la Russie sans parler de tous les pays musulmans, se retrouveront dans le même sac.

L'imagination, dont les capacités sont souvent très restreintes, nous conduit à isoler tel ou tel trait particulier de choses très différentes pour en faire des généralités alors que l'intellect demande que l'on fasse des distinctions adéquates et que l'on détermine précisément les objets de notre pensée. Essayons cependant de dégager des règles assez générales, quelques abstractions raisonnées qui nous permettraient de tenter reconstruire le réel par le moyen de la pensée et de prévoir le déroulement possible des événements.

Tout d'abord, la mondialisation est en crise. Contrairement à ce qu'avaient annoncé les prophètes appointés qui prédisaient la fin de l'histoire, le triomphe de la démocratie individualiste et de l'économie de marché, l'histoire ne s'est pas mise en congé au lendemain de la chute du mur de Berlin. Le marché sans frontières a tout à la fois rendu plus féroce la concurrence entre les nations et vu l'émergence de nouvelles forces qui veulent aussi leur part du gâteau. La dislocation des systèmes de protection sociale d'un côté, l'explosion des inégalités de l'autre ont semé la peur et rendu potentiellement plus violentes toutes les sociétés. Les mouvements de population font naître partout de nouvelles craintes. C'est un trait que l'on retrouve presque partout, bien que sous des formes profondément différentes et même antagoniques. Au Brésil les classes dominantes, habituées à régler les conflits sociaux par l'assassinat (les escadrons de la mort) se heurtent à la violence d'un banditisme qui ressemble très souvent à celui des possédants. En Europe, les peuples attendent au contraire que l'État les protège. Les mouvements qui portent vers Bolsonaro ou Duterte sont donc rigoureusement contraires aux mouvements qui poussent vers Le Pen ou Salvini.

La crise de la mondialisation exprime la profonde crise générale du mode de production capitaliste. Face aux conséquences graves de la « crise écologique » produit du développement capitaliste, les classes dominantes sont

aux abois. Les plus lucides savent qu'il faut changer et rapidement. Mais aux USA comme au Brésil, les possédants refusent de regarder le destin qui les attend. Ils décident donc que l'avenir de la Terre n'est qu'un prétexte fallacieux avancé par leurs ennemis et qu'il faut donc continuer comme avant, comme si de rien n'était, dépenser sans compter des hydrocarbures, détruire les ressources naturelles et la biodiversité pour produire du soja et des animaux engraisés industriellement. Trump et Bolsonaro partagent cet aveuglement qui n'est pas le leur mais celui d'une classe dominante d'autant plus cupide et rapace qu'elle se sait condamnée et espère se sauver elle-même, le monde dût-il périr. Rien de semblable chez les « populistes » européens qui souhaitent revenir en arrière, arrêter la marche folle du capitalisme, sans remettre en cause le capitalisme lui-même. Position incohérente mais différente profondément de celle de Trump et de Bolsonaro.

Il faut encore souligner que la démocratie libérale traditionnelle est à l'agonie. Elle est remplacée soit par les brutes de la « droite décomplexée ». Trump, Duarte ou Bolsonaro sont des dirigeants sans « surmoi » qui expriment sans fard la violence de la domination capitaliste. De leur côté, les « partis centristes » se sont transformés en machines oligarchiques, méprisant la démocratie et renforçant les liens entre l'État et le capital financier. Les exemples français et italien, avec Emmanuel Macron et Matteo Renzi illustrent parfaitement cette tendance, même si Renzi s'est cassé les dents sur la résistance du parlementarisme italien.

Il y a enfin un autre point commun à toutes les situations que je viens d'évoquer : l'effondrement de ce qu'on appelait jadis « la gauche ». En Italie comme en France, en Allemagne ou au Brésil, la gauche s'est effondrée. En Italie, elle a purement et simplement disparu et seul le M5S au pouvoir en coalition avec la Lega pourrait incarner ce qu'il en reste. En France, elle représente maintenant un bon quart des électeurs. En Allemagne le SPD ne cesse de descendre perdant en quelques années la moitié de ses électeurs. Le PT brésilien, empêtré dans la « gestion loyale » du capitalisme et dans la corruption a abandonné depuis longtemps toute volonté de transformation sociale. Quand la bourgeoisie a pris l'offensive en 2013 avec les grandes manifestations contre la corruption, le PT a été incapable de répondre, comme il est resté comme pétrifié quand son allié Temer a organisé le véritable coup d'État qu'a été la destitution de la présidente Dilma Rousseff. La coalition avec les « libéraux » du MDB a littéralement tué le PT. La popularité de Lula, symbole des premières heures glorieuses du PT n'a pas suffi, ni à créer un mouvement populaire pour la libération de l'ancien président, ni à créer la force d'entraînement suffisante pour faire du PT la force vive d'un front de défense de la démocratie. Pour terminer sur ce point, on remarquera que le PT comme les vieux partis socialistes d'Europe occidentale ou le parti démocrate américain a délaissé la priorité à la défense des travailleurs au profit des questions sociétales (transgenres, homosexuels, etc.) ce qui n'a pas peu contribué à la perte d'une bonne partie de son électorat.

Mais ces traits généraux s'expriment dans des formes différenciées dans chaque pays, suivant les rapports de classes particuliers, les traditions ou la démographie. Des pays vieillissants comme l'Italie ou l'Allemagne n'ont absolument pas la propension à la violence fascisante que l'on peut trouver dans un pays jeune comme le Brésil. Il ne faut donc pas céder au désespoir et cesser de reprendre cette litanie des « heures sombres de notre histoire » qui rend tout confus. La catastrophe brésilienne - dont nul ne sait quel impact elle aura sur le reste de l'Amérique Latine - sert l'impérialisme dominant nord-américain, alors que la mise en cause de la discipline de fer de l'UE sert la souveraineté des peuples, affaiblit le bellicisme antirusse et va dans le sens de la nécessité de coopérations renouvelées entre les peuples.